



SOLIDARITE DES VOLONTAIRES POUR L'HUMANITE

Siège social : Baraka, Sud-Kivu, RDC

Tél : (+243) 973672847, (+243) 812932679

E-mail : ong_svh@yahoo.fr

ANALYSE DE LA SITUATION POLITIQUE EN LIEN AVEC LA DEMOCRATIE ET LES ELECTIONS ; SES IMPLICATIONS SUR LE VECU QUOTIDIEN DE LA POPULATION EN TERRITOIRE DE FIZI

I. Contexte politique de la République Démocratique du Congo

Depuis 2001, la RD Congo se remet d'une série de conflits qui ont éclaté dans les années 1990 et des conséquences d'un marasme socio économique prolongé. En 1999, après la signature de l'accord global et inclusif, un gouvernement de transition a été mis en place jusqu'aux élections présidentielles de 2006, qui se sont déroulées dans des conditions plus ou moins acceptables au niveau interne et international. Les institutions comme l'assemblée nationale, le sénat et l'exécutif provincial fonctionnent aujourd'hui malgré le dépassement des mandats pour ces deux derniers organes. Les élections présidentielles et législatives de novembre 2011 ont vu la victoire de la majorité présidentielle (MP). Elles ont toute fois soulevé des inquiétudes quant à la transparence et à la crédibilité du processus électoral.

Actuellement le contexte politique de la RD Congo reste caractérisé par le débat autour de l'alternance démocratique à la magistrature suprême qui visiblement divise la classe politique en deux camps notamment l'opposition politique radicale qui pense que le pouvoir en place cherche à travers des manœuvres dilatoires de se maintenir au pouvoir par des moyens illégaux d'une part, et la majorité au pouvoir qui soutient la thèse de l'utilité du dialogue politique impliquant toutes les forces socio-politiques pour dégager un consensus national pouvant permettre d'assurer une alternance démocratique ne mettant pas en cause les acquis majeurs du processus de paix et de stabilisation engagés depuis plusieurs années. Au milieu de ces deux tendances politiques, on constate une société civile bipolarisée dont une tendance se rapproche de l'opinion de l'opposition radicale rejetant toute idée du dialogue politique qui pense que les motivations évoquées par la majorité au pouvoir ne sont que des prétextes vers un glissement du mandat du chef de l'état et son gouvernement. A côté, une frange de la société civile est convaincue qu'au regard du blocage observé sur le processus électoral ne permettant pas la tenue des élections dans le délai constitutionnel, le dialogue politique reste incontournable et la seule voie pouvant permettre aux congolais de dégager un consensus sur l'avenir du pays.

Cette fragmentation de la classe politique et de la société civile chacune dans sa position extrême ne laisse pas indifférent la population congolaise divisée sur base d'un paysage sociologique, des obédiences politiques, dans un spectre d'attachement à des leaders politiques, sociaux ou de mêmes régions d'origine qu'aux projets de société, qu'aux programmes de développement !

Notre organisation indépendante de la société civile « Solidarité des Volontaires pour l'Humanité » SVH basée à Baraka, territoire de Fizi, province du Sud-Kivu à travers nos points focaux, nos chercheurs sur le terrain a opté à vouloir comprendre ce contexte dans l'ensemble ; et son évolution, ses enjeux dans le territoire de Fizi pour arriver à éclairer l'opinion tant nationale qu'internationale avec des recommandations bien précises susceptibles de contribuer au changement de la situation. Cette analyse est le fruit des contacts ; investigations menées dans les quatre collectivités secteurs du territoire de Fizi à savoir : LULENGE, MUTAMBALA, NGANDJA et TANGANYIKA essentiellement sur la période 2015-2016.

« Vers le progrès ou le choc du processus démocratique et électoral en territoire de Fizi »?

II. Relation entre opérateurs politiques au niveau local en lien avec le niveau provincial et national

Les élections peuvent représenter un facteur d'affirmation et de consolidation du processus démocratique ; tout comme elles peuvent se transformer en une menace contre la Paix et la Stabilité. Tout dépend notamment du degré d'engagements des parties prenantes : autorités politiques, institutions, partis politiques, médias, population, société civile. Voici la réalité dans le territoire de Fizi :

Les dissensions entre les acteurs politiques provinciaux et nationaux (Partis politiques, associations à caractère politique, leaders politiques) ne passent pas inaperçues au niveau local. En territoire de Fizi, la vie politique est plus caractérisée par des orientations stratégiques tracées par le niveau provincial et national. Les élections présidentielles et législatives en 2016, la convocation du dialogue national, les dissidences des membres des partis politiques tant de l'opposition que de la majorité, les stratégies déloyales adoptées par certains cadres politiques pour s'attirer la sympathie de la population au détriment des autres acteurs politiques sont parmi tant d'autres faits mettant à mal les relations entre acteurs.

De manière globale il convient de noter que la politique locale dans ce territoire est dominée par les actions des grands partis tant de la Majorité Présidentielle MP que de l'opposition y compris les associations partageant les obédiences politiciennes. Citons en effet:

- Pour la majorité présidentielle: Le Parti du Peuple pour la Reconstruction et la Démocratie (PPRD); La Fondation Louise MUNGA (FONDALMU); ayant à sa direction madame le ministre de portefeuilles et les Compagnons de NEHEMIE pour la paix et le développement (CNPD) ayant à sa direction le directeur de cabinet du président de la république Joseph KABILA
- Pour l'opposition: L'Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS) et l'Union pour la Nation Congolaise (UNC)

Les relations entre les hautes personnalités politiques originaires de Fizi au sein du PPRD empoisonnent l'état de liens entre les politiciens locaux du même parti. « *Appartenir à FONDALMU ou aux CNPD suffit pour se considérer intouchable* » dégage notre propre observation.

Nous assistons en territoire de Fizi à la formation d'une nouvelle classe sociale des intouchables en communication régulière avec les donneurs d'ordre au niveau supérieur de l'Etat. Par exemple, en date du 12 Novembre 2015, une autorité locale de Fizi en mésentente avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés UNHCR et ses partenaires sur l'installation de leurs bureaux dans la localité de MBOKO a déclaré ce qui suit aux notables et autres leaders locaux de la place dans une séance d'échange circonstancielle : *« J'ai imposé au HCR et à ses partenaires, en perspective de leur installation à MBOKO d'occuper soit les bâtiments de l'Etat (local de la PNC) ou carrément le secteur doit leur donner une concession où ils doivent construire leurs Bureaux. Jamais ils ne doivent pas rester dans des maisons des particuliers (églises ou personnes physiques)...et s'ils persistent je vais appeler la Présidence de la République...».*

Dans le camp de l'opposition, on remarque que le clivage et tensions en lien avec le leadership des formations politiques et, au sein de l'UDPS en particulier plonge les acteurs dans un tableau des relations de plus en plus sombres. La plupart des partisans se confrontent verbalement de temps en temps !

La politique d'espionnage devient monnaie courante dans cette contrée de la province du Sud-Kivu. Des accusations mutuelles sans fondement des hommes politiques portées vers leurs parrains politiques sont des pratiques quotidiennes qui les fragilisent les uns contre les autres. Ceci renforce un climat de haine et de suspicion entre les différents acteurs politiques locaux mais aussi entre ces derniers et les membres des communautés acquis à la cause adverse ! D'ici se dégage une communication défectueuse du sommet à la base ; les locaux demeurant au solde de Bukavu chef-lieu de la province et de Kinshasa le siège des institutions de la république.

Pour nous, les formations politiques dans un état actuel sont des boutiques privées dont les propriétaires recherchent le positionnement politique et la dépendance éternelle des communautés pour nourrir les intérêts égoïstes, accumulant ainsi des fructurations d'une classe sociale prolétaire et, par conséquent sans espace de se défouler, de se libérer normalement. Cette stratégie d'achat des consciences s'inscrit dans une logique de rendre socialement les forts plus forts et les faibles plus faibles, si vous voulez des milliers d'hommes, de femmes, de jeunes sans avenir !

III. Les fragmentations sociales à grande échelle sources potentielles des conflits

Le contexte politique et électoral en RDC, plus particulièrement en territoire de Fizi génère plusieurs potentialités des violences selon l'histoire. Plusieurs exemples ont montré qu'il pouvait aussi cristalliser les tensions et être source de violence sans favoriser une consolidation des relations entre les hommes et femmes politiques et les membres des communautés. L'enjeu de la légitimité des acteurs provinciaux et nationaux via les locaux est aujourd'hui incontournable. Au lieu de reconstruire la chaîne d'un réel partenariat politique entre ces différents niveaux ; les considérations partisans prédominent sur le rationnel. Les actions des grandes personnalités politiques provinciales et nationales ressortissants du territoire de Fizi n'avancent pas la cohésion sociale locale.

Les notions d' «originaire ou non originaire..., proches de..., famille, communauté ou clan de...» constituent actuellement des fondements pour bénéficier facilement des services ou avantages dans l'administration locale. Ces antivaleurs donnent ainsi de l'estime sociale à certains citoyens de Fizi. Les notions de profil, de compétences, du mérite pourtant très indispensables dans la construction de la Paix, de la démocratie, de la bonne gouvernance, d'un processus électoral éclairé et du développement durable sont du coup piétinées et maintiennent le territoire de Fizi dans une tourmente permanente !

Certes La force du territoire de Fizi réside dans l'unité de ses 4 collectivités secteurs LULENGE, MUTAMBALA, NGANDJA et TANGANYIKA avec toutes les communautés sans discrimination. Les hommes et femmes politiques originaires de l'un de ces 4 secteurs ayant de l'influence actuellement dans ce régime, font croire que seuls les originaires dudit secteur pourraient jouir des avantages du pouvoir public, ce qui fragilise sérieusement la cohésion et la paix sociales ; soubassement de tout progrès socio politique, économique et culturel.

Les manipulations politiciennes de toute sorte sont au profit des opérateurs politiques pour se légitimer auprès de la base. Les révocations sans motifs justes ; les mutations ciblées dans l'administration locale des agents ne partageant pas les mêmes principes idéologiques avec les ténors politiques au niveau national ou provincial se font remarquer. Cette situation maintient beaucoup de fonctionnaires de secteurs divers (santé, éducation, administration, services générateurs des recettes ...) dans l'incertitude, dans des fonctions non sécurisées ne sachant pas ce qui pourrait leur arriver à tout moment au regard des pesanteurs politiques. L'occupation d'un poste actuellement par les citoyens à la base dépend de leur appartenance et parrainage politique au niveau plus supérieur de la république malheureusement sans tenir compte du recul économique de cette entité qui a tant besoin des hommes, des femmes, des jeunes compétents ; dynamiques, engagés dans la construction de la démocratie et de la bonne gouvernance, dans le processus d'exigences citoyennes de redevabilité.

Le conflit du leadership au sein des partis politiques de l'opposition notamment l'UDPS touche sensiblement la cohésion sociale locale. Se proclamant de tel personnage et non tel autre, les partisans de ce parti politique développent entre eux un environnement malsain. Des clivages claniques issus des alliances entre les communautés sœurs et alliées se font naître. Au lieu de la paix et la cohésion, les opérateurs politiques renforcent la haine, le clivage entre les groupes sociaux et ethniques locaux.

IV.L'implication du trafic d'influence politique sur l'administration, le pouvoir coutumier et la justice

L'Etat est une personne morale et, est invisible matériellement. Son aspect visible est l'administration et les services publics dans leur ensemble : le gouvernement, le parlement, les Entités Territoriales Décentralisées (ETD), la police, l'armée, l'appareil judiciaire, les services spécialisés,... qui sont dirigés par des citoyens que nous appelons des acteurs étatiques. Ces services somme toute devraient concourir à l'intérêt général et par conséquent à la redynamisation des institutions nationales, provinciales et locales de la RDC.

Cependant, le trafic d'influence politique se fait sentir tout haut sur l'administration, le pouvoir coutumier et la justice en territoire de Fizi. L'administration locale est de plus en plus affaiblie par les actions des opérateurs politiques provinciaux et nationaux. Le regard n'est plus porté sur la satisfaction des besoins d'intérêt général ressentis par la base malgré les moyens disponibles et ceux qui sont rétrocédés par la province aux Entités Territoriales Décentralisées ETD (selon nos sources depuis 2008 chaque mois les chefs de 4 collectivités secteurs reçoivent une rétrocession d'un montant de 7466988 FC soit 8116,2 \$ USD pour la collectivité secteur de Lulenge, 8404193 FC soit 9135,3 \$ USD pour la collectivité secteur de Mutambala, 9542245 FC soit 10372 \$ USD pour la collectivité secteur de Tanganika, 7847291 FC soit 8573,1 \$ USD pour la collectivité secteur de Ngandja, un total d'un montant de 33301693 FC soit 36197,4 \$ USD) ; dont la gestion souffre d'une opacité noire depuis le retrait de ce fonds public de la province à Bukavu jusqu'au niveau du territoire de Fizi sans rendre compte à la population. Les animateurs des institutions se stabilisent davantage au pouvoir sur base de leur connexion directe ou indirecte avec la FONDALMU ou les CNPD. Au niveau des écoles ou autres services publics locaux, un désordre entretenu par les acteurs politiques locaux et nationaux se matérialise.

A titre d'exemples: *«En 2016, du 28 Novembre 2015 au 12 Janvier 2016 dans une école secondaire officielle de Baraka, nous avons assisté à l'avènement de 2 préfets dont un homme et une femme soutenus par les opérateurs politiques provinciaux et nationaux selon que l'un ou l'autre était de telle ou telle autre obédience politique»*. Chaque camp tirait les ficelles à sa faveur. Durant ce désordre, alors que le ministre provincial de l'éducation avait déjà confirmé officiellement une candidate à ce poste ; une confusion totale entre les deux préfets avait été constatée par les membres des communautés qui n'ont pas cessé de décrier ces jeux d'hommes et femmes politiques.

Il y a lieu en plus de noter la suspension fondée sur les spéculations politiciennes et de non originaire d'un agent de l'Etat du service national d'hydraulique rural (SNHR) en Février 2016 en contentieux avec le responsable du comité d'eau de Baraka. Au-delà de toutes considérations administratives que revêtait le dossier, nous avons vécu une influence sans nom du chef de groupement BASIMUKINDJE en faveur du président du comité d'eau de Baraka. Cette solidarité clanique appuyée par la FONDALMU à laquelle le chef de groupement est allié face à un non-originaire de Baraka, a joué beaucoup au niveau provincial jusqu'à la suspension de l'agent. Quelque temps avant cette tension a forcé le Comité International de la Croix Rouge CICR Uvira partenaire du SNHR qui s'était investi dans la réhabilitation et l'extension du réseau d'eau potable à Baraka à se désengager bien avant de clôturer ses travaux tout simplement pour éviter de prendre partie à ce conflit aujourd'hui ouvert !

Les cas des citoyens qui perdent leurs postes dans l'administration locale au motif qu'ils ne sont pas de la Majorité présidentielle et à plus forte raison du PPRD à travers ses deux branches à caractère social notamment FONDALMU et CNPD sont fréquents. Pour ne citer que le remplacement de l'ancien préfet de l'Institut LUHEMBA à Baraka en 2015 par l'autorité compétente éducative Fizi II. Le plus important critère ayant concouru à la

nomination du nouveau préfet était son appartenance aux Patriotes Résistants Mai-Mai, PRM en sigle ; parti politique membre de la majorité présidentielle.

Enfin, les cas des opérateurs économiques locaux (commerçants) membres des formations politiques de la majorité présidentielle notamment le PPRD ou des associations affiliées (FONDALMU/CNPD) se voient exemptés du paiement de plusieurs taxes et redevances dues à l'Etat et aux collectivités locales. Il suffit qu'ils exhibent des actes délivrés par les politiciens provinciaux et nationaux qui suffisent leur couverture au nom de l'appartenance politique. De telles manœuvres affaiblissent plus le fonctionnement de l'appareil étatique et encouragent la corruption, la fraude et l'évasion fiscale au détriment de plusieurs congolais qui attendent de l'Etat des services sociaux de base. On cite ici le cas d'un opérateur économique basé à Baraka et ayant des activités à Mboko dans le secteur de Tanganika qui en novembre 2015 avait tonné sur les agents de la Direction Générale de Migration DGM, Direction Générale des Douanes et Assises DGDA et du commerce extérieur qui lui soumettaient aux exigences légales lors de la déclaration de ses marchandises en provenance de la Tanzanie. Cet acteur politique local refusait de payer les taxes sous prétexte qu'il est le trésorier du comité territorial du PPRD Fizi tout en brandissant son acte de nomination à ce poste signé par le gouverneur de la province du Sud-Kivu.

En 2013, il a été établi par les instances provinciales de l'enseignement primaire et secondaire du Sud-Kivu que monsieur Lukwa Mte Bahome « LUBA » chef de la Sous division EPSP Fizi II avait détourné un lot important des dictionnaires don du chef de l'état aux écoles primaires et secondaires du territoire de Fizi. Dans le cadre d'une sanction administrative normale, le chef de division de l'EPSP Sud-Kivu avait ouvert une action disciplinaire à travers une mesure de suspension. Curieusement, cette mesure n'avait pas duré et elle a été levée dans moins d'un mois sur influence politique plus supérieure que le niveau provincial.

Le pouvoir coutumier est anéanti par le politique en territoire de Fizi. L'autorité coutumière constitutionnellement reconnue en RDC, est en principe apolitique à l'esprit de l'article 25 de la loi n°15-015 du 25 août 2015 fixant le statut des chefs coutumiers. Son alinéa 2 dispose: *« Sous peine des sanctions disciplinaires, le chef coutumier peut assister, comme observateur, aux activités des partis politiques organisées dans sa juridiction ».*

Cependant pour consolider leurs pouvoirs et se mettre à l'abri des menaces de déstabilisation et intimidations proférées par les dignitaires du parti présidentiel originaires du territoire de Fizi, les autorités coutumières locales (Chefs des groupements, Notables ou chefs des villages) deviennent des membres actifs des formations politiques du PPRD dans son biface FONDALMU et CNPD. Certaines d'entre elles figurent même sur les listes électorales des législatives provinciales des candidats de ce parti au pouvoir. C'est le cas du chef de groupement Babungwe Nord et le fils du chef de groupement Basimukuma Sud remplissant les fonctions du chef de ce groupement, qui figurent tous sur les listes PPRD. Plusieurs conflits locaux du pouvoir coutumier naissent et persistent suivant les implications des opérateurs politiques. Ils entraînent pour ce faire des divisions communautaires locales. Les cas du clan BAKWALUMONA de la localité du même nom dans le groupement BABWARI qui réclame farouchement un groupement coutumier autonome.

Selon des sources concordantes, la démarche de BAKWALUMONA bénéficie d'une bénédiction des CNPD alors que le groupement Babwari s'appuie sur la FONDALMU.

Après avoir été dans une latence prolongée, le conflit de pouvoir coutumier entre la famille régnante du groupement Babwari et celle de la localité de Bakwalumona a refait face à partir des invitations surprises lancées par la famille Bakwalumona invitant les autorités et la notabilité locale du territoire de Fizi à assister à la cérémonie d'intronisation de monsieur POLE FIKIRI comme chef du nouveau groupement de Bakwalumona qui était prévue en date du 26 décembre 2015 dans la grande salle paroissiale de Baraka. Visiblement le choix de la cité de Baraka pour l'investiture de ce chef de groupement en dehors de l'entité qu'il réclame était une stratégie visant à bien médiatiser cet événement à plusieurs enjeux identitaires et politiques. En réponse à cette annonce surprise, le chef de secteur de Mutambala avait adressé une lettre à monsieur POLE FIKIRI qui non seulement annulant cet événement mais aussi mettant en garde ce dernier pour une démarche illégale susceptible de perturber l'ordre public et la paix sociale dans le groupement de Babwari. A son tour, le chef de groupement d'Ubwari avait adressé une demande d'explications au concerné qui n'a pas répondu poussant ainsi au chef de secteur de Mutambala à prendre une mesure de suspension à son encontre demandant à la famille Bakwalumona de désigner un intérimaire.

En Mars 2016, une équipe composée du chef de secteur Mutambala, du chef de groupement Babwari et quelques officiels de services de sécurité se sont dirigés à KARAMBA pour l'installation de monsieur KASONYA LUMANA Saleh comme remplaçant de monsieur POLE FIKIRI. N'ayant pas approuvé cette décision, la famille Bakwalumona avait organisé une farouche résistance créant des altercations avec les forces de l'ordre qui étaient obligées d'user la force pour neutraliser un groupe de jeunes bien préparés pour empêcher la tenue de cette activité. Dans la foulée, deux jeunes meneurs du groupe ont été arrêtés, le sceau du nouveau groupement arraché et quelques blessures légères ont été signalées. Ce conflit de longue date est une bombe à retardement au regard de la radicalisation des parties et l'implication des politiques. Qui trompe qui pour quelle fin?

A NUNDU, le conflit du pouvoir coutumier du village portant le même nom est attisé par les politiciens locaux tous du PPRD. Un camp est de l'obédience de FONDALMU via l'autorité coutumière du groupement Babungwe-nord et l'autre est des CNPD via le chef de secteur de Tanganika. Le conflit du pouvoir coutumier dans le village MISISI dont le camp du notable contesté s'appuie sur la FONDALMU et celui du nouveau désigné qui s'appuie sur le CNPD persiste au regard des intérêts politiques que les deux boîtes du PPRD en territoire de Fizi cherchent à tout prix conserver.

A MUKERA un conflit de pouvoir coutumier sévit dans la localité de Mukera où deux personnes issues de deux lignées différentes du clan Babungwe dont monsieur AMISI MTOKA OBEDI de la famille MIMBWATELO et monsieur DJUMA EPEMBWE Benjamin de la famille BASISUNGWE se dispute la gestion de cette entité coutumière depuis 2014. Ce conflit qui déchire la population de cette localité s'est longtemps illustré par l'existence de deux administrations parallèles dans une zone minière et souvent sous influence des groupes armés. A l'unanimité, les observateurs locaux soutiennent que ce conflit a fait objet

d'une très mauvaise gestion de la part des autorités à différents niveaux à partir du chef de groupement Basimukuma-sud jusqu'à l'autorité provinciale en passant par le chef de secteur de Mutambala et l'administrateur du territoire de Fizi qui prenaient intempestivement des décisions contradictoires au lieu d'une enquête sérieuse pouvant aboutir à l'identification de la lignée qui mérite le règne de ce pouvoir coutumier. En 2015, le ministre provincial ayant les affaires coutumières dans ses attributions avait tranché en faveur de Mr AMISI MTOKA OBEDI. Malgré cette décision du ministre provincial, force est de constater que les deux administrations parallèles continuent à fonctionner mettant ainsi en cause la paix et la cohésion sociale au sein de cette population dont chaque frange reste attachée à un leader de son obédience ceci au vu et au su des autorités tant locales que provinciales. Il est important de noter que depuis le début de l'année 2016, cette affaire se politise lentement mais sûrement à partir de l'affiliation de deux chefs en conflits dont chacun anime localement l'une de deux bifaces du PPRD en l'occurrence FONFDALMU et CNPD.

L'appareil judiciaire en territoire de Fizi n'est pas aussi épargné des pressions politiques. Dans leur mission, les juges et magistrats de parquet sont tenus d'observer les principes d'indépendance et de neutralité. Les auxiliaires de justice (Officiers de police judiciaire «OPJ», Agents de police judiciaire «APJ») sont tenus aux mêmes valeurs. Des avocats et défenseurs judiciaires subissent également de telles pressions surtout dans des causes où ils assistent ou représentent les clients en cause avec les citoyens congolais membres du PPRD, FONDALMU ou CNPD. Dans la pratique locale, les membres de la FONDALMU et des CNPD, se sentent intouchables et peuvent à tout moment recourir à leurs chefs basés à Kinshasa en cas d'une poursuite judiciaire. Les magistrats commis au Tribunal de paix et au parquet y relatif, les avocats, les défenseurs judiciaires et les OPJ ne cessent de décrier tout bas cette façon d'agir des personnalités politiques originaires du territoire de Fizi.

Le tableau ci-haut décrit engendre un climat de méfiance, de suspicion et de règlement de comptes par des méthodes parfois surnoises entre différents acteurs. Favorisant l'impunité et l'arbitraire ce tableau ne fait pas avancer la démocratie, l'état de droit, la consolidation des institutions locales et constitue par ailleurs des mauvaises pratiques à sanctionner une fois pour toutes pour assainir l'espace socio-politique local.

V. Etat d'inertie face aux actions de développement attendues par la population vis-à-vis de l'Etat Congolais

De manière globale l'intérêt général dépend des besoins socialement ressentis par les populations. L'Etat congolais au niveau local, provincial et national devrait se focaliser à la satisfaction des besoins réels bien identifiés au lieu de se perdre dans les interminables détails idéologiques. Le territoire de Fizi regorge des ressources naturelles très importantes : les terres arables, les forêts, la faune diversifiée, les eaux, les divers minerais, les potentialités énergétiques susceptibles de déclencher l'émergence d'un développement durable. Ce territoire est limitrophe à la province du Tanganyika d'où l'on trouve le barrage hydroélectrique de Bendera situé à la limite entre le Sud-Kivu et le Katanga à 120 Km de la route Kalemie-Fizi-Uvira. Ces potentialités servent et pourraient servir à quoi? Qu'est-ce qui manque? Les hommes? La volonté politique pour agir?, pouvant sortir la population locale d'une misère, d'une pauvreté extrême. Tels sont les interrogations que ne cessent de se poser

plus d'un citoyen en territoire de Fizi. La population congolaise n'a pas besoin d'hommes forts mais la construction des institutions fortes susceptibles de la conduire à un développement durable. Le territoire de Fizi est dépourvu des infrastructures socio-économiques étatiques de base. L'état des routes tant de la Route Nationale RN5 en état de dégradation très avancée et de quelques petites routes de desserte agricole, les stades, les écoles officielles, les structures sanitaires laisse à désirer. L'état de lieux des universités et institutions supérieures de la place reste très critique : Sans enseignants qualifiés, sans bâtiments ni bibliothèques, les universités et institutions supérieures fonctionnent à un mode déconnecté de ce siècle. Ne serait-il pas encourageant de voir les grandes personnalités politiques originaires de Fizi influencer la situation au niveau national pour le changement?

VI. Rôle des médias dans un environnement politique sensible

Il est primordial que les journalistes eux-mêmes soient bien formés, aient des repères professionnelles et déontologiques pour diffuser une information juste et équilibrée sur les candidats, les programmes, le processus électoral et donnent à chaque citoyen les clés nécessaires pour comprendre son pays, les enjeux du scrutin et définir clairement son vote. En étant les intermédiaires entre d'un côté les électeurs et, de l'autre, les candidats et les partis politiques ; les journalistes sont un relais essentiel. Ce relais doit aller dans le sens de la recherche de la vérité. Une information erronée peut fausser une élection. Une démocratie repose toujours sur la possibilité d'exprimer librement des opinions diverses et sur le vote de citoyens bien informés. Il est temps de s'interroger sur l'influence, bonne ou mauvaise, qu'ont les médias dans un environnement politique sensible ?

A Baraka par exemple, la communauté assiste à des débats politiques organisés par les stations radios locales invitant l'interaction d'un seul camp politique. Des mots de tout genre se dégagent des bouches des uns et des autres. L'encadrement et la réorientation des échanges entre hommes politiques sont des techniques indispensables pour les journalistes professionnels. Ceci n'est pas le cas localement selon certains faits. *En date du 16 Mars 2016 un élu du peuple de l'UDPS a tenu son meeting public sur la place communément appelée «les changeurs». Ayant parcouru plusieurs points sur la vie politique congolaise, cet élu a parlé de la question des jeunes frondeurs de ce parti qui ont adhéré récemment au PPRD. Le 17 Mars 2016, ces jeunes ont organisé un point de presse avec les 04 stations de radios locales qui ont diffusé et rediffusé fidèlement les propos haineux et incendiaires de ces hommes politiques. Serait-il ça le rôle des médias dans ce contexte?*

La présence des radios propres aux hommes et formations politiques appelées à contribuer à la popularité de leurs promoteurs est un élément risquant pour la formation et l'information des communautés de Fizi. L'organe de censure qui n'existe pas devrait ici jouer pleinement son rôle. Toutefois, les missions dudit organe devraient bien être analysées pour ne pas assister à une censure-dictature violant le principe de la liberté d'expression que jouissent les médias dans tout Etat qui se veut démocratique.

En grande partie les radios locales de Fizi n'ont pas de ressources financières et matérielles importantes. Leur financement dépend des contributions privées qui peuvent vouloir modifier l'information en fonction des intérêts des opérateurs politiques.

Cette situation altère leur neutralité et leur indépendance même si certains médias essaient quand même de garantir un mode de financement plus ou moins indépendant.

Nous avons observé à Baraka, lorsque l'UDPS section rurale du Sud-Kivu a tenu son conclave en date du 5 Décembre 2015 à Uvira; lequel a constaté l'auto-exclusion de certains de leurs membres notamment du seul honorable de parti élu en 2011 à Fizi, les stations médiatiques locales de Fizi ont interviewé plusieurs personnes membres des familles des parties en litige bien que n'étant pas membres de l'UDPS. Un dossier purement politique a eu des connotations communautaires au regard des rôles joués par les médias.

En plus lorsque certains frondeurs de l'UDPS ont décidé de s'adhérer au PPRD camp FONDALMU à Baraka, certaines stations locales et la BBC ont relayé cette information pour l'Est de la RDC. Il a été dit « *Un courant des dissensions dans les partis politiques de l'opposition voit le jour à l'Est de la RDC. Les frondeurs de l'UDPS dans cette partie de la République adhèrent à la MP* ». Pourtant, cette information ne concernait réellement que l'UDPS section territoriale de Fizi et non les autres partis de l'opposition.

VII. Conclusion

Le Contexte démocratique et électoral dans le pays et particulièrement au niveau local précisément dans le territoire de Fizi étant émaillé par des tensions politiques, des fragmentations sociales à grande échelle, ne favorise pas la construction de bonnes synergies vers un état de droit. Pourtant la démocratie fait aujourd'hui objet des désirs de plus en plus intransigeants de la part des citoyens, ceci implique des efforts considérables à consentir en matière de la construction d'une société démocratique et ouverte. Parfois l'ignorance ou la mauvaise application du projet démocratique constitue un élément catalyseur de déstabilisation.

La Participation politique en RDC est bâtie sur un fondement constitutionnel solide. La RDC est partie à la majorité des traités internationaux et africains des droits de l'homme relatifs à la participation politique, à la démocratie et à la citoyenneté égale. Ceci devrait éclairer les consciences des opérateurs politiques du territoire de Fizi avec des lignes directrices bien claires aux membres de leurs formations politiques.

Un Partenariat politique majorité et opposition : assainir le paysage partisan veut tout simplement insister sur le fait que la Constitution et la loi portant organisation et fonctionnement des partis politiques garantissent un espace politique intégralement pluraliste et concurrentiel. C'est pour cette raison qu'il est réalisable que notre classe politique et la société civile à la base puissent échanger, réfléchir ensemble sur les grands débats d'intérêt général sans compromettre l'indépendance, les valeurs requises aux uns et aux autres.

Le Renforcement des institutions démocratiques à long terme et la culture citoyenne de redevabilité ; dans le cadre de la définition d'un véritable contrat social réalisé dans le respect, la dignité humaine et des relations de tolérance et de fair play avec les autres acteurs.

Un besoin des programmes d'éducation à la démocratie et à la bonne gouvernance devrait ressortir clairement dans les priorités gouvernementales, des partis politiques de la majorité comme de l'opposition, et dans les planifications des organisations de la société civile.

VIII. Recommandations

Au Gouvernement Congolais

- Procéder à une enquête sérieuse et, faire cesser immédiatement les interférences politiques qui asphyxient le bon fonctionnement des institutions en territoire de Fizi.
- Mettre en place les mécanismes de relance des programmes multisectoriels de développement durable.
- Renforcer les programmes d'éducation civique en milieux scolaires.
- Prendre en charge les institutions académiques locales en enseignants qualifiés et en équipements avec un souci permanent de répondre aux besoins du marché d'emploi.
- Veiller au bon encadrement de l'éducation scolaire des jeunes d'une part, à leur réinsertion socio économique dans des centres professionnels bien spécialisés.

Aux partis politiques

- Mener une évaluation sérieuse de leurs actions sur le terrain par rapport à au code d'éthique et de déontologie professionnelle dans les chefs des animateurs des partis politiques et ; prendre des mesures conséquentes en toute urgence.
- Mettre en place un important effort de sensibilisation pour vulgariser les principes démocratiques, le fonctionnement des institutions ainsi que les droits et devoirs civiques.
- Organiser un cadre d'échange et de débat avec les acteurs politiques de la majorité, de l'opposition et avec la société civile (Education sur la Démocratie et la Bonne gouvernance).

Aux organisations de la société civile et partenaires

- Mettre en place un important effort de sensibilisation pour vulgariser les principes démocratiques, le fonctionnement des institutions ainsi que les droits et devoirs civiques.
- Organiser une table ronde avec les parties prenantes du processus démocratique et électoral en territoire de Fizi pour un dialogue franc et constructif ; il s'agira d'évaluer le parcours avec des propositions concrètes de sortie de la crise.
- Organiser un cadre d'échange et de débat avec les acteurs politiques de la majorité, de l'opposition (Education sur la Démocratie et la Bonne gouvernance).
- Organiser une vaste campagne de sensibilisation sur la participation de la population au processus électoral et dans la gestion de la chose publique dans un système démocratique.
- Accompagner les medias dans une approche participative sensible aux conflits

A la Communauté Internationale

- Appuyer le renforcement des capacités des organisations de la société civile dans la mise en œuvre des mécanismes citoyens de surveillance, de revendication non violente en toute neutralité et indépendance.
- Accompagner les medias dans une approche participative sensible aux conflits.
- Promouvoir la participation et l'implication de la société civile le long de tout le cycle du processus électoral en République Démocratique du Congo.
- Veiller à la protection des défenseurs des droits humains et des journalistes.

Fait à Baraka, le 16 Avril 2016.